

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1318

17 juin 2011

SOMMAIRE

AB CPFM Europroperty Finance S.à r.l.	63245	Tekmar S.A.	63262
AB CPFM Real Estate Finance S. à r.l. ...	63245	Teresa S.A. - SPF	63262
Aberdeen Property Nordic Fund I SICAV- FIS	63243	The Berlitz Schools of Languages of Bene- lux, Succursale de Luxembourg	63262
AB Sciex Finance S.à r.l.	63246	The Berlitz Schools of Languages of Bene- lux, Succursale de Luxembourg	63262
Actavis Finco S.à r.l.	63244	TNT Holdings Luxembourg S.à r.l.	63263
Ageasfinlux S.A.	63244	Todohar 90 S.à r.l.	63219
Ageas Hybrid Financing	63244	Tommy S.A.	63219
Alandsbanken Sicav	63244	Top Energy S.A.	63219
Alpha Transporting Transatlantique Inter- national S.A.	63246	Toppetti 2 S.A.	63220
Alpha Transporting Transatlantique Inter- national S.A.	63246	Toucan S.A.	63219
Alpha Transporting Transatlantique Inter- national S.A.	63246	Tourmaline Logistics (Lux) S.à r.l.	63218
Amstell Investments S.A.	63246	Trafco S.A. - SPF	63232
Anker Telecommunications Services S.A.	63247	Trafco S.A. - SPF	63232
Anthony S.A.	63245	Uruz S. à r.l.	63263
Arado Invest S.A.	63247	Valad European Holdings S.à r.l.	63264
Ariadne S.A.	63248	Valad European Holdings S.à r.l.	63263
Asian and African Assets Corporation S.A. SPF	63247	Vavate Immobilier	63232
Aviva Investors Investment Solutions	63245	Velosophie S. à r.l.	63263
DFR Holding S.à r.l.	63234	Vendor S.A.	63232
Fossil Holdings LLC Luxembourg SCS ...	63264	Venere S.A.	63264
Luca S.A.	63247	Vial S.A.	63233
MEPSAS Holding S.à r.l.	63248	VM Bank International S.A.	63233
Navigators S. à r.l.	63218	Wasserheim Anlagen S.A.	63233
SRG Spain Investments S.à r.l.	63260	Waters Luxembourg S.à r.l.	63233
Stel Invest S.A.	63261	Water-Sprite Holding S.A.	63264
Stonebridge S.A.	63261	Wirtschafts- und Unternehmensberatung Saar-Lor-Lux GmbH	63234
Stora Enso S.à r.l.	63261	Wirtschafts- und Unternehmensberatung Saar-Lor-Lux GmbH	63234
Taiko S.A.	63261	Wirtschafts- und Unternehmensberatung Saar-Lor-Lux GmbH	63234
Techni Concept Menuiserie S.à r.l.	63262	Zara Luxembourg S.A.	63243

Tourmaline Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 155.671.

—
EXTRAITS

En date du 23 décembre 2010, Goodman Property Opportunities (Lux) Sàrl, SICAR a transféré 11 750 parts à GELF Investments (Lux) Sàrl ayant son siège social au 8 rue Heine, L-1720 Luxembourg.

En date du 23 décembre 2010, Goodman Property Opportunities (Lux) Sàrl, SICAR a transféré 750 parts à Tulip Maple Verwaltungs GmbH & Co KG ayant son siège social a Peter-Müller-Strasse 10, 40468 Düsseldorf, Allemagne.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Lorna Ros

Manadataire

Référence de publication: 2011058058/17.

(110065171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

—
Navigators S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3511 Dudelange, 53-55, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 106.331.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille onze Je vingt-quatre mars.

Par-devant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Dudelange, soussigné.

A comparu:

Daniel TRABET, capitaine de bateau, né à Bagnères-de-Luchon/Haute Garonne (France), le 12 mars 1952, demeurant à F-06 110 Le Cannet, 43bis, rue de Dunkerque.

Le comparant requiert le notaire d'acter ce qui suit:

- NAVIGATORS S. à r.l., L-3511 Dudelange, 53-55. rue de la Libération, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 106 331, constituée suivant acte Paul BETTINGEN de Niederanven en date du 2 février 2005, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 620 du 28 juin 2005, modifiée suivant acte Frank MOLITOR de Dudelange du 11 janvier 2010, publié au dit Mémorial C du 5 mars 2010, Numéro 477.

- Son capital social est fixé à douze mille cinq cents (12.500.-) euros, représenté par cinq cents (500) parts de vingt-cinq (25.-) euros chacune.

- Le comparant est propriétaire des cinq cents (500) parts de ladite Société et a décidé de dissoudre et de liquider la Société, 7 celle-ci ayant cessé toute activité.

- Par la présente, il prononce en conséquence la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation.

- L'associé unique déclare avoir réglé tout le passif de la Société et avoir transféré tous les actifs à son profit.

L'actionnaire unique se trouve donc investi de tous les éléments actifs de la Société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la Société, même inconnus à l'heure actuelle.

Il reconnaît avoir été informé par le notaire sur la portée de cela et déclare persister dans son intention.

Il réglera également les frais des présentes.

- Partant, la liquidation de la Société est achevée et la Société est à considérer comme définitivement liquidée.

- Décharge pleine et entière est accordée au gérant pour l'exécution de son mandat.

- Les livres et documents de la Société seront conservés pendant une durée de cinq (5) ans au domicile du comparant.

Déclaration

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/droits transitant par cette société ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme) mais de ses activités dans de secteur de la navigation maritime.

Dont acte, fait et passé à Dudelange, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: Trabet et Molitor.

Enregistré à ESCH-SUR-ALZETTE A.C., le 29 mars 2011. Relation EAC/2011/4254. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 5 avril 2011.

F. MOLITOR.

Référence de publication: 2011051437/46.

(110057270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Tommy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 136.621.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011058057/9.

(110065127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

Todohar 90 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 143.721.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TODOHAR 90 S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011058069/11.

(110065240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

Top Energy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 150.916.

EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 avril 2011 que:

- le nombre des administrateurs de la société à été réduit de 5 à 3.

- Mr Franco Luciano LENTI, à démissionné de son poste d'administrateur avec affect rétroactive au 1^{er} mars 2011.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 27 avril 2011.

Référence de publication: 2011058071/13.

(110064913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

Toucan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 62.435.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2011.

Référence de publication: 2011058072/10.

(110064946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

Toppetti 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 102.760.

L'an deux mille dix, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «TOPPETTI 2 S.A.», ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, constituée en Italie suivant acte de Maître Zeno CICOGNA, notaire de résidence à Vérone (Italie) en date du 09 août 2002 et transférée au Grand-Duché de Luxembourg suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 28/07/2004, publié au Mémorial, C Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 1166 du 17 novembre 2004, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 03 mars 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial"), numéro 1069 du 20 octobre 2005.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Frédérique VIGNERON, employée privée, demeurant à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire Madame Solange WOLTER-SCHIERES, employée privée, demeurant à Schouweiler.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Katia ROTI, employée privée, demeurant à Luxembourg.

La présidente déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les CENT MILLE (100.000) actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

- 1.- Transformation de la forme juridique de la Société de société anonyme en société à responsabilité limitée.
- 2.- Refonte des statuts.
- 3.- Nomination des gérants.
- 4.- Transfert du siège social de L-2449 Luxembourg 8, boulevard Royal vers I-37132 Vérone, Via Canobbio n.34 .
- 5.- Décision corrélative d'adoption de la nationalité italienne.
- 6.- Confirmation que tous les actifs et passifs de la société luxembourgeoise, sans limitation resteront la propriété de la société en Italie.
- 7.- Décision d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes de la société et de leur accorder décharge pour l'exécution de leurs mandats.
- 8.- Décision quant à la nomination de l'administrateur et du collegio sindacale en Italie.
- 9.- Décision de continuer l'activité en Italie sous la dénomination TOPPETTI 2 S.r.l. et refonte complète des statuts en vue de les adapter aux dispositions de la loi italienne.
- 10.- Donner mandat pour procéder à toutes les démarches nécessaires prévues par la loi italienne et luxembourgeoise tant en Italie qu'au Grand-Duché de Luxembourg en relation avec le transfert de siège.
11. Décision que les présentes résolutions prendront effet au 1^{er} janvier 2011.
- 12.- Divers.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transformer conformément à la faculté prévue à l'article 3 de la loi sur les sociétés commerciales la Société en société à responsabilité limitée sans changement de la personnalité juridique de la Société.

Les CENT MILLE (100.000) actions sont échangées contre CENT MILLE (100.000) parts sociales détenues comme suit:

- La société COLLEONI S.A. ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 8 Boulevard Royal à concurrence de QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT SOIXANTE-SEPT (81.967) parts sociales
- La société CAPITAL INVESTMENTS TRUST, ayant son siège social à I-25124 Brescia, Via Cefalonia n.70 à concurrence de DIX-HUIT MILLE TRENTE-TROIS (18.033) parts sociales

Deuxième résolution

L'assemblée décide la refonte des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre le comparant et tous ceux qui par la suite pourraient devenir propriétaires de parts sociales une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société a également pour objet la production et le commerce de matériaux et matières premières pour le bâtiment.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire de l'intermédiation sur les marchés.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de «TOPPETTI 2 S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DEUX CENT MILLE EUROS (EUR 200.000,-), représenté par CENT MILLE (100.000) parts sociales d'une valeur nominale de DEUX EUROS (EUR 2,-) chacune.

Art. 7. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés, voire de l'associé unique, ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix de la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par celui-ci.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et de leur accorder décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour et de nommer comme gérant de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Gastone COLLEONI, demeurant à I-37129 Vérone, Via XX Settembre n.29

Quatrième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social, administratif et le siège de direction effective avec effet à la date de ce jour du Grand-Duché de Luxembourg, L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal en Italie à I37132 Vérone, Via Canobbio n.34, et de faire adopter par la société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et de transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une personne juridique nouvelle.

L'assemblée constate que cette résolution a été prise en conformité de l'article 67-1 (1) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Cinquième résolution

L'assemblée confirme que tous les actifs et passifs sans limitation resteront la propriété de la société dont le siège est transféré en Italie.

Sixième résolution

L'assemblée décide de confirmer comme administrateur en Italie: Monsieur Gastone COLLEONI, prénommé Et de nommer au «Collegio Sindacale»:

Monsieur Francesco Righetti, demeurant à San Giovanni Lupatoto (VR) Piazza C. Zinelli n.1, Président;

Monsieur Gianfranco Tognetti, demeurant a I-37100 Isola della Scala (Vr), Via del Lavoro 21 , Revisore Contabile (G.U. Suppl. 31 bis, IV Serie Speciale del 21/04/1995) Sindaco Effettivo;

Monsieur Walter Vesentini, demeurant à I-37100 Vérone, Via Fenilon n.31, Sindaco Effettivo;

Monsieur Alberto Tognetti, demeurant a I-37100 Isola della Scala (Vr), Via Roma 3, scala A, Revisore Contabile (G.U. n. 46bis, del 16/06/1995), sindaco supplente;

Madame Daniela Pasquali, demeurant à Bellombra-Adria (RO), Via Goresina inferiore n.30, sindaco supplente.

Septième résolution

Consécutivement à l'adoption de la quatrième résolution, il a été unanimement décidé de continuer l'activité en Italie sous la dénomination TOPPETTI 2 S.r.l. et de modifier les statuts de la société afin de les mettre en conformité avec la loi italienne

STATUTO DELLA SOCIETA' "TOPPETTI 2 S.R.L."

Art. 1. Denominazione. E' costituita la società a responsabilità limitata denominata "TOPPETTI 2 S.R.L.".

Art. 2. Sede.

2.1 Sede della società

La società ha sede nel Comune di Verona all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il Registro delle Imprese a sensi dell'art. 111-ter delle disposizioni di attuazione del codice civile.

2.2 Unità locali, trasferimento all'interno del Comune

L'Organo Amministrativo ha facoltà di istituire e di sopprimere ovunque unità locali operative (ad esempio succursali, filiali o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza), ovvero di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune sopra indicato sub 2.1; spetta invece all'assemblea decidere il trasferimento della sede in Comune diverso da quello sopra indicato sub 2.1.

Il domicilio dei soci, per quanto riguarda i loro rapporti con la società, è quello risultante dal Registro delle Imprese.

Art. 3. Oggetto. La società ha per oggetto le seguenti attività:

- acquisto di partecipazioni sotto qualsiasi forma esse siano, all'interno di altre società, lussemburghesi o straniere e delle loro filiali;

- gestione, controllo e valorizzazione di queste partecipazioni;
- possesso e gestione di immobili siti in Lussemburgo o all'estero;
- produzione e commercio di materiali e materie prime per la costruzione;
- acquisto, anche per mezzo di apporto, conferimento e opzione, di beni immobili e mobili di ogni genere;
- vendita, cessione, permuta, ed ogni altro atto di trasferimento dei medesimi;
- acquisto e vendita di tutti i brevetti ed altri diritti correlati a questi brevetti o che possano completarli.

La società può compiere tutte le operazioni commerciali, industriali, finanziarie, immobiliari e mobiliari, ritenute necessarie od utili per il conseguimento dell'oggetto sociale, compresa la prestazione di garanzie (reali e personali), anche a favore di terzi. Può assumere partecipazioni, anche azionarie, ed acquistare quote di altre società o imprese. Tali attività devono essere effettuate in modo non prevalente e comunque in ottemperanza e nei limiti di cui alla normativa vigente, con esclusione di qualsiasi operazione inerente l'esercizio del credito, la raccolta del risparmio tra il pubblico ed il collocamento presso terzi di quote, interessenze e partecipazioni in società di qualunque tipo o in imprese.

Art. 4. Durata. La durata della società è fissata fino al trentuno dicembre duemilacento; tale termine può essere anticipato o prorogato con deliberazione dell'Assemblea dei soci.

Ciascun socio, potrà esercitare, in ogni momento, il diritto di recesso, nelle modalità e nei casi previsti dall'art. 19, previo preavviso di almeno sei mesi, da comunicarsi alla società a mezzo di raccomandata.

Il recesso sarà efficace nei confronti della società solo dopo il decorso del suddetto termine di preavviso.

Art. 5. Capitale sociale e Quote. Il capitale è di Euro 200.000 (duecentomila).

La partecipazione di ciascun socio non può essere di ammontare inferiore ad un Euro o a multipli di un Euro.

Il capitale può essere aumentato anche a titolo gratuito.

Art. 6. Aumento a pagamento e Riduzione del capitale.

6.1 Aumento di capitale a pagamento Il capitale può essere aumentato a pagamento, anche mediante conferimento di beni in natura e di crediti.

Possono essere conferiti, a liberazione dell'aumento a pagamento del capitale, tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica, compresi la prestazione d'opera o di servizi a favore della società, nel rispetto dell'art. 2464 c.c., quanto alla necessaria garanzia degli obblighi assunti dal socio; la deliberazione di aumento del capitale deve stabilire le modalità del conferimento: in mancanza di qualsiasi indicazione il conferimento deve farsi in denaro. In caso di aumento del capitale a pagamento, l'offerta di opzione ai soci, in proporzione alle rispettive partecipazioni, deve essere depositata presso il competente Registro delle Imprese.

Il diritto di opzione deve essere esercitato dai soci, a pena di decadenza, entro il termine di trenta giorni dalla pubblicazione dell'offerta.

Ai soci che hanno esercitato il diritto di opzione è riconosciuto il diritto di prelazione sulle quote non optate, secondo le modalità e i termini disciplinati nel successivo articolo.

6.2 Riduzione per perdite

In caso di riduzione del capitale per perdite, può essere omesso il preventivo deposito presso la sede sociale, almeno otto giorni prima dell'assemblea, della relazione dell'organo amministrativo sulla situazione patrimoniale della società e delle osservazioni del Collegio Sindacale o del revisore, se nominati, qualora consti il consenso unanime di tutti i soci. La rinuncia a detto deposito deve essere confermata in sede assembleare e deve risultare dal relativo verbale.

Art. 7. Trasferimento della quota di partecipazione.

PER ATTO TRA VIVI

Le quote di partecipazione sono liberamente trasferibili a favore degli altri soci, del coniuge e dei parenti in linea retta del socio.

In ipotesi di vendita, in tutto o in parte, della quota di partecipazione o di costituzione sulla medesima di diritti reali a favore di altri soggetti, è riconosciuto ai soci il diritto di prelazione, il cui esercizio è disciplinato nel seguente modo:

- la denuntiatio deve pervenire agli altri soci a mezzo di raccomandata A.R. e contenere il valore nominale della quota in oggetto, il nominativo dell'acquirente, il prezzo e le condizioni di pagamento;
- gli altri soci possono esercitare il diritto loro riconosciuto, comunicandolo all'offerente, mediante raccomandata A.R., entro trenta giorni dalla data di ricevimento della denuntiatio;
- non è ammesso l'esercizio parziale del diritto di prelazione e, in ipotesi di più prelationari, la quota verrà acquistata in proporzione alla rispettiva partecipazione al capitale;
- in caso di mancata risposta nel termine di cui sopra, l'offerta di prelazione si intende rifiutata ed il socio offerente è libero di trasferire la propria quota alle condizioni specificate nella denuntiatio, purchè entro il termine di tre mesi dalla decadenza o dalla rinuncia al diritto di prelazione.

L'inosservanza della disciplina in tema di prelazione comporta l'inefficacia del trasferimento della quota nei confronti della società e dei soci.

Art. 8. Morte del socio. In caso di morte di un socio, la quota di partecipazione di quest'ultimo si trasferisce agli eredi e/o legatari, qualora si tratti di altri soci, del coniuge o di parenti in linea retta.

Ove questi ultimi costituiscano una pluralità di soggetti, i medesimi dovranno nominare, ai sensi dell'art. 2468, quinto comma, c.c., un rappresentante comune, salva la facoltà di procedere alla divisione della quota caduta in successione.

Negli altri casi viene riconosciuto ai soci superstiti il diritto di continuare la società con gli eredi e/o legatari del defunto, se questi vi consentano, ovvero di liquidare agli stessi il valore della quota, sulla base della situazione patrimoniale della società alla data del decesso.

In caso di liquidazione della quota, quest'ultima si accrescerà proporzionalmente ai soci superstiti.

La liquidazione dovrà avvenire entro sei mesi dal giorno del decesso, con decorrenza, da tale data, degli interessi legali.

La volontà dei soci superstiti e degli eredi e/o legatari di continuare la società, ovvero la liquidazione della quota agli eredi e/o legatari, dovrà risultare da atto idoneo a consentirne la pubblicità nel Registro delle Imprese.

Art. 9. Usufrutto, Pegno e Sequestro sulle quote.

In caso di usufrutto e/o pegno sulle quote:

- il diritto di voto spetta all'usufruttuario e/o al creditore pignoratizio;
- il diritto dell'usufruttuario e/o del creditore pignoratizio, in caso di aumento di capitale, sia gratuito che a pagamento, si estende alle quote assegnate gratuitamente o sottoscritte dal socio-nudo proprietario e/o pignorato;
- il socio nudo-proprietario e/o pignorato, in caso di aumento a pagamento, è obbligato a versare il prezzo di emissione e su tale importo l'usufruttuario e/o il creditore pignoratizio deve corrispondergli l'interesse legale.

Art. 10. Decisioni dei soci.

10.1 Competenze dei soci

I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente Statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina degli amministratori e la loro revoca;
- c) la nomina nei casi previsti dalla legge dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del revisore e la loro revoca;
- d) le modificazioni dell'atto costitutivo (e/o statuto);
- e) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci.

Con riferimento alle materie di cui alle lettere d) ed e), oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o i soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci debbono essere necessariamente adottate mediante deliberazione assembleare di cui al successivo art. 11.

In ogni altro caso, invece, le decisioni dei soci possono essere adottate, oltre che con il metodo assembleare, anche con il metodo della consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto.

10.2 Diritto di partecipazione

Ogni socio cui spetti il diritto di voto ha diritto di partecipare alle decisioni di cui al presente articolo ed il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

Non possono partecipare alle decisioni, sia che esse vengano adottate con il metodo assembleare, sia che esse vengano adottate con il metodo della consultazione scritta o del consenso espresso per iscritto, i soci morosi (ai sensi dell'art. 2466 c.c) ed i soci titolari di partecipazioni per le quali espresse disposizioni di legge dispongono la sospensione del diritto di voto.

10.3 Consultazione scritta

Per "consultazione scritta" si intende il procedimento avviato da uno o più amministratori o da tanti soci che rappresentino almeno un terzo del capitale con cui si propone la deliberazione ai soci, con comunicazione scritta inviata a mezzo lettera raccomandata o telegramma spediti al domicilio risultante dal Registro delle Imprese o a mezzo telefax o messaggio di posta elettronica inviati rispettivamente al numero di fax o all'indirizzo di posta elettronica comunicati alla società ed annotati nel Registro delle Imprese.

Dal documento scritto dovranno risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto di decisione;
- il contenuto e le risultanze della decisione;
- l'indicazione dei soci consenzienti;
- l'indicazione dei soci contrari o astenuti, e, su richiesta degli stessi, l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione;
- la sottoscrizione di tutti i soci, sia consenzienti sia astenuti sia contrari.

La risposta dei soci alla consultazione deve essere apposta in calce alla proposta con la dicitura "favorevole" o "contrario", le eventuali osservazioni a supporto del voto espresso, la data e la sottoscrizione.

La decisione si intende adottata ove pervengano presso la sede sociale, entro trenta giorni dall'invio della proposta di decisione, i voti favorevoli di tanti soci che rappresentino la maggioranza prescritta dal presente statuto.

La mancata risposta equivale a voto contrario.

La data delle decisione è quella in cui è pervenuta presso la sede sociale l'ultimo voto favorevole necessario per l'approvazione della decisione.

10.4 Consenso espresso per iscritto

Nel caso si opti per il sistema del consenso espresso per iscritto dovrà essere redatto apposito documento scritto dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto di discussione;
- il contenuto e le risultanze della decisione.

Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti i soci, i quali, entro i cinque giorni successivi, dovranno trasmettere alla società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario, ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di dichiarazione dei soci entro il termine suddetto equivale a voto contrario.

Le trasmissioni previste nel presente comma potranno avvenire, nell'indirizzo indicati nel Registro delle Imprese, con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica.

10.5 Maggioranza per capitale Le decisioni dei soci sono prese con il voto favorevole dei soci che rappresentino più della metà del capitale sociale.

Si considerano votanti i soci consenzienti e dissenzienti, con esclusione dei soci astenuti.

10.6 Trascrizione decisione

Le decisioni dei soci, adottate ai sensi del presente articolo, dovranno essere trascritte, senza indugio, nel Libro delle decisioni dei soci, e conservate tra gli atti sociali.

Art. 11. Assemblea.

11.1 Competenza dell'assemblea

Devono essere sempre adottate mediante deliberazione assembleare le decisioni dei soci che riguardano le modificazioni dell'atto costitutivo e dello statuto, oppure il compimento di operazioni che comportano una sostanziale modifica dell'oggetto sociale determinato nell'atto costitutivo o una rilevante modifica dei diritti dei soci, e comunque quando lo richiedono uno o più amministratori o i soci che rappresentino almeno un terzo del capitale.

11.2 Convocazione

L'Assemblea viene convocata dall'Organo amministrativo con avviso spedito almeno otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza, mediante lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo fatto pervenire ai soci al domicilio risultante dal Registro delle Imprese (nel caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica o altri mezzi simili, l'avviso deve essere spedito al numero di telefax, all'indirizzo di posta elettronica o allo specifico recapito che siano stati comunicati dal socio e che risultino dal Registro delle Imprese).

Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

L'assemblea può essere convocata dall'Organo Amministrativo anche fuori della sede sociale, purchè in Italia.

L'assemblea per l'approvazione del bilancio deve essere convocata entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale e, quando particolari esigenze della società relative alla struttura e all'oggetto della società, ritenute idonee dall'Organo Amministrativo, lo richiedano, anche entro centottanta giorni.

11.3 Assemblea totalitaria

L'assemblea può validamente costituirsi, anche in mancanza delle suddette formalità, qualora sia presente o rappresentato l'intero capitale sociale e siano presenti o informati tutti gli Amministratori e tutti i componenti effettivi del Collegio Sindacale, se nominato; e nessuno si opponga alla trattazione dell'argomento.

Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da produrre al Presidente dell'Assemblea e da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

11.4 Intervento e rappresentanza

Sono legittimati ad intervenire in assemblea i soci che risultino iscritti nel Registro delle Imprese alla data dell'adunanza e non siano in mora nei versamenti delle quote; ogni socio avente diritto ad intervenire può farsi rappresentare da altra persona, anche non socio, con i limiti e secondo le modalità di cui all'art. 2372 c.c..

11.5 Diritto di voto Ogni socio ha diritto ad un voto per ogni Euro di capitale sottoscritto. Il voto deve essere palese o comunque deve essere espresso con modalità tali da consentire l'individuazione del socio votante, consenziente o dissenziente, o astenuto.

11.6 Presidente dell'assemblea

L'assemblea è presieduta, a seconda della forma dell'organo amministrativo, dall'Amministratore Unico, ovvero dal Presidente del Consiglio di Amministrazione, oppure dall'amministratore più anziano per età; in loro assenza o impedimento, è presieduta dalla persona designata con il voto della maggioranza per teste dei presenti.

Spetta al Presidente dell'Assemblea verificare la regolarità della costituzione dell'adunanza, accertare l'identità e la legittimazione all'intervento e al voto dei presenti, e, pertanto, disporre l'eventuale esclusione dall'assemblea dei non legittimati, dirigere e regolare lo svolgimento della discussione, stabilire le modalità delle votazioni ed accertare e proclamare i risultati delle stesse.

11.7 Quorum costitutivo e deliberativo

L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza dei soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale. L'assemblea delibera con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino più della metà del capitale sociale.

L'assemblea, regolarmente costituita, rappresenta l'universalità dei soci e le sue deliberazioni, prese in conformità alla legge e allo Statuto, obbligano tutti i soci, ancorchè non intervenuti o dissenzienti.

11.8 Verbalizzazione delle delibere

Le deliberazioni dell'assemblea sono constatate da verbale sottoscritto dal Presidente, dal Segretario ed, eventualmente, dagli scrutatori; nei casi previsti dalla legge, e quando il Presidente lo ritenga opportuno, il verbale è redatto da un Notaio.

Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione di soci favorevoli, contrari, e astenuti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

Il verbale deve essere trascritto, a cura dell'Organo Amministrativo, sul libro delle decisioni dei soci.

11.9 Adunanze in audiovideoconferenza

Le adunanze dell'assemblea possono tenersi anche in audiovideoconferenza, alle seguenti condizioni, di cui si deve dare atto nei relativi verbali:

- presenza nello stesso luogo del Presidente e del Segretario, i quali provvedono alla redazione e alla sottoscrizione del verbale;
- possibilità, per il Presidente dell'assemblea, di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, di regolare lo svolgimento dell'adunanza, e di constatare e proclamare i risultati della votazione;
- possibilità per il segretario verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- possibilità per gli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonchè di visionare, ricevere o trasmettere documenti;
- indicazione nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria) dei luoghi audio e video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il Presidente ed il segretario verbalizzante;
- necessità di predisposizione di tanti fogli presenze quanti sono i luoghi audio e video collegati in cui si tiene la riunione.

Art. 12. Amministrazione.

DISPOSIZIONI GENERALI

12.1 Organo amministrativo La società può essere amministrata, alternativamente, a seconda di quanto stabilito dai soci in occasione della nomina:

- a) da un Amministratore Unico,
- b) da un Consiglio di Amministrazione, composto da due a cinque membri, secondo il numero che verrà determinato dai soci al momento della nomina,
- c) da due o più amministratori con poteri congiunti, disgiunti, o da esercitarsi a maggioranza.

Sia l'Amministratore Unico, che i componenti del Consiglio di Amministrazione, che gli amministratori, possono essere non soci e sono rieleggibili.

La scelta circa il sistema di amministrazione e, nel caso di consiglio, la fissazione del numero dei membri è rimessa alla decisione dei soci.

12.2 Durata

L'organo amministrativo dura in carica a tempo indeterminato, fino a revoca o a dimissioni, oppure per il minor periodo eventualmente stabilito con decisione dei soci.

In caso di nomina fino a revoca o dimissioni, è consentita la revoca in ogni tempo e senza necessità di motivazione.

12.3 Poteri di gestione e di rappresentanza

Gli Amministratori sono investiti dei più ampi poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione della società, per il conseguimento dell'oggetto sociale, senza limitazione alcuna, salvo le competenze inderogabilmente riservate ai soci.

Nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione, la rappresentanza generale, sostanziale e processuale della società, spetta al Presidente del Consiglio di Amministrazione, nonchè, nei limiti dei poteri attribuiti, al Consigliere delegato.

Nel caso di nomina di più amministratori, con poteri congiunti o disgiunti, la rappresentanza generale, sostanziale e processuale della società, spetta agli stessi in via congiunta o disgiunta, a seconda che i poteri di amministrazione, in occasione della nomina, siano stati loro attribuiti in via congiunta o disgiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina in ordine alle modalità di esercizio dei poteri amministrativi e di rappresentanza, detti poteri si intenderanno attribuiti agli amministratori in via disgiunta. In tale ipotesi ciascun amministratore ha diritto di opporsi all'operazione prima che sia compiuta: sull'opposizione decidono i soci.

Nel caso di nomina di un Amministratore Unico, la rappresentanza generale, sostanziale e processuale della società, spetta allo stesso in via esclusiva.

L'organo amministrativo ha facoltà di nominare direttori, institori, procuratori speciali e per determinate categorie di atti; in tal caso la rappresentanza spetta anche a tali soggetti, nei limiti dei poteri loro conferiti.

12.4 Compenso dell'Organo Amministrativo

Gli Amministratori della società hanno diritto al rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio, purchè documentate, e ad un compenso determinato dai soci, i quali possono inoltre annualmente deliberare l'accantonamento di una somma, anche in forma di indennità assicurativa, da liquidarsi agli amministratori alla cessazione del rapporto, a titolo di indennità di fine mandato.

Agli Amministratori investiti di particolari cariche compete una specifica remunerazione, determinata dal Consiglio di Amministrazione a norma dell'art. 2389 c.c..

12.5 Decisioni dell'Organo Amministrativo

Le decisioni degli amministratori possono essere adottate con il metodo della consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto, salvo per le ipotesi di cui al quinto comma dell'art. 2475 c.c. (redazione del progetto di bilancio, di fusione e di scissione, ed aumento delegato).

12.6 Consultazione scritta Nel caso si opti per il sistema della consultazione scritta dovrà essere redatto apposito documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto di decisione;
- il contenuto e le risultanze della decisione;
- l'indicazione degli amministratori consenzienti;
- l'indicazione degli amministratori contrari o astenuti, e, su richiesta degli stessi, l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione;
- la sottoscrizione di tutti gli amministratori, sia consenzienti sia astenuti sia contrari.

La mancata sottoscrizione equivale a voto contrario.

12.7 Consenso espresso per iscritto

Nel caso si opti per il sistema del consenso espresso per iscritto dovrà essere redatto apposito documento scritto dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto di discussione;
- il contenuto e le risultanze della decisione.

Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti gli amministratori, i quali, entro i cinque giorni successivi, dovranno trasmettere alla società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario, ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di dichiarazione degli amministratori entro il termine suddetto equivale a voto contrario.

Le trasmissioni previste nel presente comma potranno avvenire con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica.

12.8 Maggioranza

Le decisioni degli amministratori sono prese con il voto favorevole della maggioranza dei votanti.

Si considerano votanti gli amministratori consenzienti e dissenzienti, con esclusione di quelli astenuti.

12.9 Trascrizione decisione

Le decisioni degli amministratori, adottate ai sensi del presente articolo, dovranno essere trascritte nel Libro delle decisioni degli amministratori.

12.10 Decisioni adottabili dall'Organo Amministrativo

L'Organo Amministrativo può adottare:

- a) la decisione di aumento del capitale ai sensi dell'art. 2481 c.c.;
- b) la decisione di riduzione del capitale per perdite superiori al terzo, di cui all'art. 2446, ultimo comma c.c., richiamato dall'art. 2482 bis, ultimo comma c.c.;

c) l'approvazione del progetto di fusione e di scissione.

CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE

12.11 Convocazione del Consiglio di Amministrazione

Il Consiglio di Amministrazione viene convocato, dal Presidente, con avviso ricevuto almeno tre giorni prima di quello fissato per l'adunanza, mediante lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo fatto pervenire agli amministratori ed ai sindaci, ove nominati, al domicilio da loro comunicato alla società (nel caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica o altri mezzi simili, l'avviso deve essere spedito al numero di telefax, all'indirizzo di posta elettronica o allo specifico recapito comunicato).

Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Il Consiglio può essere convocato anche fuori della sede sociale, purchè in Italia.

In difetto di tali formalità, il Consiglio è validamente costituito qualora intervengano, o siano informati della riunione, tutti gli amministratori in carica e dei sindaci effettivi, se nominati.

Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente alla riunione, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da produrre al Presidente del Consiglio e da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

12.12 Presidente del Consiglio di Amministrazione

Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, questo elegge fra i suoi membri un Presidente, se questi non è designato dai soci in occasione della nomina.

L'adunanza del Consiglio di Amministrazione è presieduta dal Presidente ovvero, in sua assenza, dal consigliere più anziano di età.

Compete al Presidente verificare la regolarità della costituzione, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, e, pertanto, l'eventuale esclusione dalla riunione dei non legittimati, regolare e dirigere lo svolgimento della discussione, accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

12.13 Quorum costitutivi e deliberativi

Il Consiglio di Amministrazione è validamente costituito con la presenza della maggioranza dei suoi membri in carica e delibera con il voto favorevole della maggioranza dei presenti; in caso di parità prevale il voto di chi presiede, purchè il Consiglio sia composto da almeno tre membri.

12.14 Verbalizzazione delle delibere Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione sono constatate da verbale sottoscritto dal Presidente e dal Segretario.

Il verbale deve essere trascritto sul libro delle decisioni degli Amministratori.

12.15 Adunanze in audiovideoconferenza

Le adunanze del Consiglio di Amministrazione possono tenersi anche in audiovideoconferenza alle medesime condizioni di cui al precedente articolo 11.9.

12.16 Comitato Esecutivo ed Amministratori Delegati

Il Consiglio di Amministrazione può deliberare la costituzione di un Comitato Esecutivo, formato da propri membri, determinandone la composizione, i compiti e le norme di funzionamento.

Il Consiglio di Amministrazione può altresì delegare, in tutto o in parte, le proprie attribuzioni ad uno o più Consiglieri Delegati, determinando i poteri, i limiti e le modalità di esercizio della delega.

Non possono essere delegate le attribuzioni di cui agli articoli 2420 ter, 2423, 2443, 2446, 2447, 2501 ter e 2506 bis c.c..

Art. 13. Organo di controllo. Quale organo di controllo, i soci, con decisione da adottarsi a sensi del precedente art. 10, possono nominare:

- il Collegio Sindacale, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art. 14;
- un Revisore, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art. 15.

La nomina del Collegio Sindacale è obbligatoria verificandosi le condizioni poste dall'art. 2477 c.c.. Anche in questo caso il Collegio Sindacale verrà nominato ed opererà ai sensi del successivo art. 14.

Art. 14. Collegio sindacale.

14.1 L'Assemblea ordinaria nomina il Collegio Sindacale, composto da tre sindaci effettivi e da due sindaci supplenti, designandone altresì il Presidente e determinandone il compenso.

I sindaci possono essere soci e non soci, restano in carica per tre esercizi e sono rieleggibili.

La retribuzione annuale dei sindaci è determinata dall'assemblea all'atto della loro nomina per l'intero periodo di durata del loro ufficio.

14.2 Il Collegio Sindacale ha i doveri ed i poteri di cui agli artt. 2403 e 2403/bis cod. civ. ed inoltre esercita il controllo contabile; in relazione a ciò il Collegio Sindacale dovrà essere integralmente costituito da Revisori Contabili iscritti nel

Registro istituito presso il Ministero della Giustizia. Si applicano, inoltre, le disposizioni di cui agli artt. 2406 e 2407 cod. civ..

Al Collegio sindacale si applicano le disposizioni in tema di società per azioni (artt. 2397 e ss.)

14.3 Il Collegio Sindacale deve riunirsi almeno ogni novanta giorni su iniziativa di uno qualsiasi dei sindaci.

Il Collegio Sindacale è regolarmente costituito con la presenza della maggioranza dei sindaci, e delibera a maggioranza assoluta dei presenti. Il sindaco dissenziente ha diritto di iscrivere a verbale i motivi del proprio dissenso.

Le adunanze del Collegio Sindacale possono tenersi anche in audiovideoconferenza alle medesime condizioni di cui al precedente articolo 11.9.

14.4 Ogni socio può denunciare i fatti che ritiene censurabili al Collegio Sindacale, il quale deve tener conto della denuncia nella relazione annuale sul bilancio; se la denuncia è fatta da tanti soci che rappresentino un ventesimo del capitale sociale il Collegio Sindacale deve indagare senza ritardo sui fatti denunciati e presentare le sue conclusioni ed eventuali proposte all'assemblea.

Si applica la disposizione di all'art. 2409 cod. civ..

Art. 15. Revisore. In alternativa al Collegio Sindacale (salvo che nei casi di nomina obbligatoria del Collegio a sensi dell'art. 2477 c.c.) il controllo contabile della società può essere esercitato da un Revisore iscritto nel Registro istituito presso il Ministero della Giustizia.

Non può essere nominato alla carica di revisore e se nominato decade dall'incarico chi si trova nelle condizioni previste dall'art. 2399 Cod.Civ..

Il corrispettivo del revisore è determinato dai soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del suo ufficio.

L'incarico ha la durata di tre esercizi, con scadenza alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico.

L'incarico può essere revocato solo per giusta causa e con deliberazione dell'assemblea dei soci. La deliberazione di revoca deve essere approvata con decreto dal Tribunale, sentito l'interessato.

Il revisore svolge le funzioni di cui all'art. 2409-ter cod. civ.; si applica inoltre la disposizione di cui all'art. 2409-sexies cod. civ..

Art. 16. Controllo dei soci. I soci che non partecipano all'amministrazione hanno diritto di avere dagli Amministratori notizia dello svolgimento degli affari sociali e di consultare, anche a mezzo di un professionista di loro fiducia, i libri sociali ed i documenti relativi all'amministrazione.

Art. 17. Esercizio sociale - Bilanci. Gli esercizi sociali si chiudono al 31 dicembre di ogni anno.

Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'organo amministrativo provvede alla compilazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

Il bilancio deve essere approvato dai soci, con decisione da adottarsi entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero entro centottanta giorni qualora particolari esigenze della società lo richiedano: in quest'ultimo caso peraltro gli amministratori devono segnalare nella loro relazione (o nella nota integrativa in caso di bilancio redatto in forma abbreviata) le ragioni della dilazione

Art. 18. Utili, Versamenti e Finanziamenti dei soci. Dagli utili netti risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente al 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finchè questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

La decisione dei soci, che approva il bilancio, decide sulla distribuzione degli utili ai soci.

Possono essere distribuiti esclusivamente gli utili realmente conseguiti e risultanti dal bilancio regolarmente approvato, fatta deduzione della quota destinata alla riserva legale.

Se si verifica una perdita del capitale sociale, non può farsi luogo a distribuzione degli utili fino a che il capitale non sia reintegrato o ridotto in misura proporzionale.

Non è consentita la distribuzione di acconti su dividendi.

Nel rispetto della normativa vigente e secondo i criteri stabiliti dal Comitato Interministeriale per il Credito ed il Risparmio, la società può acquisire dai soci versamenti in conto capitale o a fondo perduto, senza obbligo di rimborso, ovvero stipulare con i soci finanziamenti, con obbligo di rimborso, infruttiferi, salvo diversa determinazione.

Art. 19. Recesso del socio.

19.1 Ipotesi di recesso

Il diritto di recesso compete:

- ai soci che non hanno consentito al cambiamento dell'oggetto o del tipo di società, alla sua fusione o scissione, al trasferimento della sede all'estero, alla revoca dello stato di liquidazione, all'eliminazione di una o più cause di recesso previste dal presente Statuto, all'introduzione o rimozione di vincoli alla circolazione delle partecipazioni;

- ai soci che non hanno consentito al compimento di operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto della società o una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci;

- in tutti gli altri casi previsti dalla legge (ad esempio: artt. 2469, secondo comma, 2481 bis, primo comma, 2473, secondo comma, 2497 quater, 2500 ter, primo comma c.c.) o dal presente Statuto.

19.2 Esercizio del diritto di recesso

L'intenzione del socio di esercitare il diritto di recesso, nei casi previsti al precedente art. 19.1, dovrà essere spedita all'Organo Amministrativo mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento entro quindici giorni dall'iscrizione nel registro delle Imprese della delibera che legittima il diritto di recesso; se il fatto che legittima il recesso è diverso da una deliberazione da iscrivere al Registro Imprese, esso è esercitato entro trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio. Il diritto di recesso può essere esercitato solo per l'intera partecipazione. La partecipazione per la quale è esercitato il diritto di recesso non può essere ceduta.

Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia, se la società revoca la delibera e/o la decisione che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della società.

La lettera raccomandata di cui sopra dovrà indicare le generalità del socio recedente, il suo domicilio, nonché l'ammontare della partecipazione di cui è titolare.

19.3 Rimborso

I soci che recedono dalla società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione in proporzione al patrimonio sociale. Esso a tal fine è determinato dagli amministratori tenendo conto del suo valore di mercato al momento della dichiarazione di recesso (eventualmente ed in particolare tenendo conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie); in caso di disaccordo la determinazione è compiuta tramite relazione giurata di un esperto nominato dal Tribunale del luogo in cui ha sede la società, su istanza della parte più diligente; si applica in tal caso il primo comma dell'articolo 1349 cod. civ..

Il rimborso delle partecipazioni per cui è stato esercitato il diritto di recesso deve essere eseguito entro sei mesi dalla comunicazione del medesimo fatta alla società.

Esso può avvenire anche mediante acquisto da parte degli altri soci proporzionalmente alle loro partecipazioni oppure da parte di un terzo concordemente individuato da soci medesimi. Qualora ciò non avvenga, il rimborso è effettuato utilizzando riserve disponibili. In tal caso la partecipazione del socio receduto si accrescerà proporzionalmente alle partecipazioni degli altri soci.

In mancanza di riserve disponibili, andrà ridotto in misura corrispondente il capitale sociale; in quest'ultimo caso si applica l'articolo 2482 cod. civ..

Tuttavia, se, a seguito del rimborso della quota del socio receduto, il capitale si dovesse ridurre al di sotto del minimo legale, tutti i soci superstiti dovranno provvedere, in proporzione alle rispettive quote di partecipazione, ai conferimenti necessari, al fine di ricostituire il capitale, ovvero dovranno provvedere alla trasformazione o allo scioglimento della società.

Art. 20. Esclusione del socio.

20.1 Ipotesi di esclusione L'esclusione del socio, oltre che nel caso indicato nell'art. 2466, terzo comma, c.c., può aver luogo:

- in caso di sua interdizione, inabilitazione o fallimento;
- in caso di condanna, con sentenza passata in giudicato, ad una pena che comporti l'interdizione anche temporanea dai pubblici uffici;
- nel caso in cui, senza il consenso scritto degli altri soci, eserciti per conto proprio o altrui un'attività concorrente con quella della società, sia direttamente, sia tramite interposta persona;
- in caso di socio che, a titolo di conferimento, si sia obbligato alla prestazione d'opera o di servizi a favore della società, qualora non sia più in grado di prestare l'opera o i servizi oggetto di conferimento.

20.2 Procedimento di esclusione

L'esclusione deve essere approvata dai soci con apposita delibera da adottarsi esclusivamente con il metodo assembleare di cui all'art 11. Per la valida costituzione dell'assemblea e per il calcolo della maggioranza richiesta non si tiene conto della partecipazione del socio della cui esclusione si tratta.

La delibera di esclusione deve essere comunicata con raccomandata con ricevuta di ritorno al socio escluso e l'esclusione avrà effetto decorsi trenta giorni dalla comunicazione suddetta.

Il socio escluso ha diritto alla liquidazione della sua partecipazione; al riguardo si applicano le disposizioni del precedente art. 19.3, in tema di rimborso della partecipazione del socio recedente, esclusa la possibilità del rimborso della partecipazione mediante riduzione del capitale sociale.

Art. 21. Scioglimento e Liquidazione. Lo scioglimento anticipato volontario della società è deliberato dall'Assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

In tal caso nonchè verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dall'art. 2484 c.c., ovvero da altre disposizioni di legge o del presente Statuto, l'Assemblea con apposita deliberazione da adottarsi sempre con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto, dispone:

- il numero dei liquidatori e le regole di funzionamento del collegio in caso di pluralità di liquidatori;
- la nomina dei liquidatori, con indicazione di quelli cui spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- i poteri dei liquidatori, con particolare riguardo alla cessione dell'azienda sociale, di rami di essa, ovvero anche di singoli beni o diritti, o blocchi di essi; gli atti necessari per la conservazione del valore dell'impresa, ivi compreso il suo esercizio provvisorio, anche di singoli rami, in funzione del miglior realizzo.

In mancanza di alcuna disposizione in ordine ai poteri dei liquidatori si applica la disposizione dell'art. 2489 c.c. e, pertanto, i liquidatori potranno compiere tutti gli atti utili per la liquidazione della società.

La società può in ogni momento revocare lo stato di liquidazione, occorrendo previa eliminazione della causa di scioglimento, con deliberazione dell'assemblea presa con le maggioranze richieste per le modificazioni del presente Statuto. Al socio dissenziente spetta il diritto di recesso. Per gli effetti della revoca si applica l'art. 2487 ter cod. civ.

Le disposizioni sulle decisioni dei soci, sulle assemblee e sugli organi amministrativi e di controllo si applicano, in quanto compatibili, anche durante la liquidazione.

Si applicano tutte le altre disposizioni di cui al capo VIII Libro V del Codice Civile (artt. 2484 e ss.)

Art. 22. Titoli di debito. La società può emettere titoli di debito.

L'emissione dei titoli di debito è deliberata dall'assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

La relativa delibera assembleare andrà verbalizzata da notaio, con conseguente applicazione dell'art. 2436 c.c..

La società può emettere titoli di debito per somma complessivamente non eccedente il capitale sociale, la riserva legale e le riserve disponibili risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

I titoli emessi ai sensi del presente articolo possono essere sottoscritti soltanto da investitori qualificati. In caso di successiva circolazione, chi li ha sottoscritti risponde della solvenza della società nei confronti degli acquirenti che non siano investitori professionali ovvero soci della società medesima.

La delibera di emissione dei titoli deve prevedere le condizioni del prestito e le modalità del rimborso e deve essere iscritta a cura degli amministratori presso il registro delle imprese. Può altresì prevedere che, previo consenso della maggioranza dei possessori dei titoli, la società possa modificare tali condizioni e modalità.

Art. 23. Clausola di rinvio. Per quanto non espressamente previsto nel presente statuto, si osservano le norme di legge in materia.

Huitième résolution

L'assemblée décide d'accorder tous pouvoirs généralement quelconques à Gastone Colleoni, prénommé, avec tous pouvoirs de substitution et de délégation, à l'effet d'accomplir individuellement toutes les formalités administratives prévues par la loi italienne nécessaires à l'inscription de la société à Vérone, de signer tous actes et documents y afférents et de faire toutes les démarches, réquisitions, déclarations et délégations y relatives.

Neuvième résolution

Les résolutions ci-dessus sont prises sous la condition suspensive de l'inscription de la Société par les autorités italiennes compétentes et auront effet au 04 janvier 2011.

Tous pouvoirs sont conférés à Madame Luisella MORESCHI, licenciée en sciences économiques appliquées, demeurant professionnellement à Luxembourg, pour faire constater pardevant notaire la réalisation de la condition suspensive.

Dixième résolution

L'assemblée décide que tous les documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg seront conservés pendant un période de cinq ans à l'ancien siège de la société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: F. VIGNERON – SCHIERES – K. ROTI – H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 décembre 2010. Relation:LAC/2010/58919. Reçu soixante-quinze eurs 75,00 EUR.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.-

Luxembourg, le dix février de l'an deux mille onze.

Référence de publication: 2011040571/656.

(110045352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

Trafco S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 109.109.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale du 20 avril 2011 a renouvelé les mandats des administrateurs.

- Madame Nathalie GAUTIER, Administrateur, employée privée, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;
- Monsieur Laurent HEILIGER, Administrateur, licencié en sciences commerciales et financières, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;
- Madame Michelle DELFOSSE, Administrateur-Président, ingénieur civil, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2011.

L'assemblée générale du 20 avril 2011 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2011.

Luxembourg, le 20 avril 2011.

Pour TRAFCO S.A. -SPF

Société Anonyme de Gestion de Patrimoine Familial

Référence de publication: 2011058075/21.

(110064978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

Trafco S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 109.109.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011058076/10.

(110064979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

Vavate Immobilier, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 111.115.

—
Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011058084/9.

(110064950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

Vendor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7257 Walferdange, 12, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 5.826.

—
Le Bilan clos au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011058085/9.

(110065036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

Vial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 109.653.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque
Société Anonyme
Banque domiciliataire
Signature

Référence de publication: 2011058086/13.

(110065261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

VM Bank International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 10.309.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre am 27. April 2011

Es wird beschlossen, PricewaterhouseCoopers S.à r.l., mit Sitz in L1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, zum Wirtschaftsprüfer für das Geschäftsjahr vom 01.01.2011 bis 31.12.2011 zu bestellen.

Luxemburg, den 27. April 2011.
VM Bank International S.A.
Wolfgang Dürr / Patrick Weydert

Référence de publication: 2011058087/13.

(110065293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

Wasserheim Anlagen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 117.690.

Le Bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 08.03.2011.
Van Lanschot Management S.A. / Van Lanschot Corporate Services S.A.
Signatures

Référence de publication: 2011058093/12.

(110065516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

Waters Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 93.818.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires en date du 5 avril 2011

1. Monsieur Pietro LONGO a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.
2. Madame Marie-Jeanne RASQUI, administrateur de sociétés, née à Ettelbrück (Grand-Duché de Luxembourg), le 23 août 1969, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée gérante de catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg.
Pour extrait sincère et conforme
Pour WATERS LUXEMBOURG S.à r.l.
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011058095/16.

(110065166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

Wirtschafts- und Unternehmensberatung Saar-Lor-Lux GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 27.653.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2011058096/11.

(110065581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

Wirtschafts- und Unternehmensberatung Saar-Lor-Lux GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 27.653.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2011058097/11.

(110065582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

Wirtschafts- und Unternehmensberatung Saar-Lor-Lux GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 27.653.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2011058098/11.

(110065583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

DFR Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 159.602.

STATUTES

In the year two thousand eleven, on the eighteenth day of February.

Before Us, Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

THERE APPEARED:

DELFIN S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 117.420 and having a share capital of five hundred twenty million nine hundred twenty-nine thousand nine hundred fifty euro (EUR 520,929,950) (the Sole Shareholder),

here represented by Régis Galiotto, notary clerk, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “DFR Holding S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at one million euro (EUR 1,000,000), represented by forty thousand (40,000) shares in registered form, having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders. Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the share capital.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board) composed of one (1) or several class A managers and one (1) or several class B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board may validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and at least one (1) class A manager and at least one (1) class B manager are present or represented. Resolutions of the Board shall be validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented provided that any resolution shall not validly be passed unless it is approved by at least one (1) class A manager and at least one (1) class B manager. The resolutions of the Board shall be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

If several managers are appointed, the Company shall be bound towards third parties by the sole signature of any manager of the Company with respect to transactions not exceeding a commitment of one hundred thousand euro (EUR 100,000), and by the joint signature of any A manager and any B manager of the Company for transactions exceeding a commitment of one hundred thousand euro (EUR 100,000), or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.1 of these Articles.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers.

10.1. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half (1/2) of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters (3/4) of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

13.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

14.2. The shareholders appoint the réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters (3/4) of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2011.

Subscription and Payment

DELFIN S.à r.l., represented as stated above, subscribes to forty thousand (40,000) shares in registered form, each having a par value of twenty-five euro (EUR 25) and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of one million euro (EUR 1,000,000).

The amount of one million euro (EUR 1,000,000) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately two thousand four hundred Euros (2,400.- EUR).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following person is appointed as sole manager of the Company for an indefinite period:

- Mr Romolo Bardin, born on April 23, 1978, in Belluno, Italy, with professional address at 26b, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 26B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dix-huit février,

Par-devant Nous, Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, qui restera le dépositaire des présentes.

A COMPARU:

DELFIN S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois de Luxembourg, dont le siège social se situe à 26B, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre des Sociétés et Associations de Luxembourg sous le numéro B 117.420 et ayant un capital social de cinq cent vingt millions neuf cent vingt-neuf mille neuf cent cinquante euros (EUR 520.929.950) (l'Associé Unique),

représentée par Régis Galiotto, cleric de notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "DFR Holding S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à un million d'euros (EUR 1.000.000), représenté par quarante mille (40.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil) composé de un (1) ou plusieurs gérants de catégorie A et un (1) ou plusieurs gérants de catégorie B (le Conseil).

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de tout gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et qu'au moins un (1) gérant de catégorie A et un (1) gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à condition qu'aucune résolution ne soit valablement adoptée qu'après approbation par au moins un (1) gérant de catégorie A et un (1) gérant

de catégorie B. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

Si plusieurs gérants sont nommés, la Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature unique de tout gérant de la Société en ce qui concerne les transactions ne dépassant pas un engagement de cent mille euros (EUR 100.000), et par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B pour les transactions dépassant un engagement de cent mille euros (EUR 100.000), ou par la signature unique ou conjointe de toutes les personnes à qui des pouvoirs de signature ont été délégués conformément à l'article 8.1 des présents statuts.

Art. 9. Gérant unique.

9.1 Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence faite dans ces Statuts au Conseil de gérance ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à ce gérant unique.

9.2 La Société est engagée envers les tiers par la signature du gérant unique.

9.3 La Société est également engagée envers les tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants.

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et aux dispositions applicables de la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle**Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.**

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises peuvent être renommés.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon

le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération

DELFIN S.à r.l., représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à quarante mille (40.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de vingt-cinq euro (EUR 25) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant d'un million d'euro (EUR 1.000.000).

Le montant d'un million d'euro (EUR 1.000.000) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à deux mille quatre cents Euros (2.400,- EUR).

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée en qualité de gérant unique de la Société pour une durée indéterminée:
 - Romolo Bardin, né le 23 avril 1978, à Belluno, Italie, dont l'adresse professionnelle se situe au 26b boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
2. Le siège social de la Société est établi au 26b boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 février 2011. Relation: LAC/2011/9581. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 mars 2011.

Référence de publication: 2011040302/490.

(110045609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

Zara Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 49.966.

Les comptes annuels au 31 janvier 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011058100/9.

(110065096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

Aberdeen Property Nordic Fund I SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 113.948.

Le bilan au 30 septembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2011.

Aberdeen Property Investors Luxembourg S.A.

Domiciliary Agent

Référence de publication: 2011058130/13.

(110066316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

Actavis Finco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 129.411.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 Avril 2010.

Référence de publication: 2011058133/11.

(110066005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

Ageas Hybrid Financing, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 116.671.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Ageas Hybrid Financing

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011058135/11.

(110066278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

Ageasfinlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 86.976.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Ageasfinlux S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011058136/11.

(110066276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

Alandsbanken Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 153.290.

Le Rapport annuel révisé au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2011.

Pour le Conseil d'Administration

Marie-Cécile MAHY-DUBOURG

Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2011058137/13.

(110066061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

Anthony S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 136.622.

RECTIFICATIF

Le bilan rectifié au 31 décembre 2008 (rectificatif du dépôt du bilan déposé le 28/04/2011 n° L110065328) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011058141/11.

(110065979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

Aviva Investors Investment Solutions, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 152.783.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Société qui a eu lieu le Mercredi 27 Avril 2011

L'Assemblée Générale procède à la nomination des Administrateurs, pour un nouveau mandat qui expirera à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires.

Au 27 Avril 2011, les mandats sont répartis comme suit:

- Mr William GILSON, Président et Administrateur du Conseil d'Administration
- Mr Mark PHILLIPS, Administrateur
- Mr Stephane ROUGIER, Administrateur

L'Assemblée Générale a élu Ernst & Young en tant que Réviseur d'Entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 28 Avril 2011.

Référence de publication: 2011058145/19.

(110065536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

AB CPFM Europroperty Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 94.023.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AB CPFM EUROPROPERTY FINANCE S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2011058146/11.

(110065589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

AB CPFM Real Estate Finance S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 116.055.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AB CPFM REAL ESTATE FINANCE S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2011058147/11.

(110065608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

AB Sciex Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 1.485.100.107,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 149.679.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg concernant les gérants de la Société.

Frank McFaden, gérant de catégorie A de la Société, a désormais son adresse professionnelle au 2200 Pennsylvania Ave. NW, Suite 800W, Washington DC 20037-1701, Etats-Unis d'Amérique.

Pour avis sincère et conforme

Pour la Société

Référence de publication: 2011058148/14.

(110065969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

Alpha Transporting Transatlantique International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 66.042.

Les comptes annuels au 30.06.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011058152/9.

(110065794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

Alpha Transporting Transatlantique International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 66.042.

Les comptes annuels au 30.06.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011058153/9.

(110065795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

Alpha Transporting Transatlantique International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 66.042.

Les comptes annuels au 30.06.2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011058154/9.

(110065796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

Amstell Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 134.921.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société qui s'est tenue en date du 31 Mars 2011 que:

Le siège social de la Société est transféré du 6, rue Adolphe L-1116 Luxembourg au 48, rue de Bragance L-1255 Luxembourg avec effet au 1^{er} Avril 2011.

Pour extrait conforme

Signatures

Administrateurs

Référence de publication: 2011058155/14.

(110066336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

Anker Telecommunications Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 82.649.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 14 février 2011 que:

1. L'Assemblée accepte la démission de la société BF Consulting Sàrl de son poste de Commissaire, avec effet immédiat.

2. L'Assemblée décide de nommer avec effet immédiat, en remplacement du Commissaire démissionnaire, la société REVICONSULT S.à r.l., ayant son siège social au 12, rue Guillaume Schneider à L-2522 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139013.

Le mandat du nouveau Commissaire prendra fin lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 28 avril 2011.

Référence de publication: 2011058156/18.

(110065761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

Arado Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 100.828.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale du 12 mai 2010.

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 12 mai 2010 que:

- Les mandats d'administrateurs de Messieurs Luc Sunnen, Christophe Fender et Serge Dornseiffer sont renouvelés jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2014.

- Le mandat de Commissaire aux Comptes de DMS & Associés S.à r.l est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/04/2011.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2011058157/17.

(110065505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

**Asian and African Assets Corporation S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Luca S.A.).**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 67.494.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire et de la réunion du Conseil d'Administration en date du 24 décembre 2010, les décisions suivantes ont été prises:

Sont nommés jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les Comptes Annuels clôturant au 31 décembre 2011:

- Luc BRAUN, demeurant professionnellement 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur, Administrateur-Délégué et Président du Conseil d'administration

- Horst SCHNEIDER, demeurant professionnellement 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Administrateur-Délégué

- FIDESCO S.A., avec siège social 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur

- EURAUDIT SARL, avec siège social 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Commissaire.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2011058159/19.

(110066041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

Ariadne S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 79.122.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011058158/10.

(110066195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

MEPSAS Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 159.590.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the fifteenth day of March.

Before Us, Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Cardinal Management Limited, a company established under the laws of Jersey, United Kingdom, having its registered office at 47 Esplanade, St Helier, Jersey, JE1 0BD, and registered with the Registrar of Companies under file number 104717,

represented by Mr. Roel Schrijen, conseiller économique, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given on March 2, 2011 in St Helier, Jersey.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "MEPSAS Holding S.à r.l." (hereafter the Company), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in the sole discretion of the manager(s) and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further make direct or indirect real estate investments and invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the shareholders of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

4.3 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is set at THIRTY THOUSAND EURO (EUR 30,000.-) represented by the following shares in registered form having a par value of one cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid-up:

- ONE MILLION TWO HUNDRED AND FIFTY THOUSAND FOUR HUNDRED (1,250,400 ordinary shares (the Ordinary Shares);
 - ONE HUNDRED AND NINETY-FOUR THOUSAND FOUR HUNDRED (194,400) class A shares (the Class A Shares),
 - ONE HUNDRED AND NINETY-FOUR THOUSAND FOUR HUNDRED (194,400) class B shares (the Class B Shares),
 - ONE HUNDRED AND NINETY-FOUR THOUSAND FOUR HUNDRED (194,400) class C shares (the Class C Shares),
 - ONE HUNDRED AND NINETY-FOUR THOUSAND FOUR HUNDRED (194,400) class D shares (the Class D Shares),
 - ONE HUNDRED AND NINETY-FOUR THOUSAND FOUR HUNDRED (194,400) class E shares (the Class E Shares),
 - ONE HUNDRED AND NINETY-FOUR THOUSAND FOUR HUNDRED (194,400) class F shares (the Class F Shares),
 - ONE HUNDRED AND NINETY-FOUR THOUSAND FOUR HUNDRED (194,400) class G shares (the Class G Shares),
 - ONE HUNDRED AND NINETY-FOUR THOUSAND FOUR HUNDRED (194,400) class H shares (the Class H Shares); and
 - ONE HUNDRED AND NINETY-FOUR THOUSAND FOUR HUNDRED (194,400) class I shares (the Class I Shares).
- each share having such rights and obligations as set out in the present Articles.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence, in accordance with and subject to, these Articles.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is recognized per share. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders.

The transfer of shares (inter vivos) to non- shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem all its shares save for the ordinary shares and within the limits set forth by the Law.

6.6 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares including by the cancellation of one or more entire Classes of shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such Class (es). In the case of repurchases and cancellations of classes of shares such cancellations and repurchases of shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class I).

6.7 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a Class of shares (in the order provided for in article 6.6), such Class of shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the general meeting of shareholders) and the holders of shares of the repurchased and cancelled Class of shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant Class held by them and cancelled.

6.8 The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the Class of shares to be repurchased and cancelled.

6.9 The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the single manager or as the case may be, the board of managers and approved by the general meeting of the Shareholders on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the Classes I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the general meeting of the Shareholders in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

6.10 Upon the repurchase and cancellation of the shares of the relevant Class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

6.11 For the purpose of article 6, the following definitions shall apply:

Available Amount Means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the shareholders would have been entitled to dividend distributions according to these Articles, increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles

Interim Accounts Means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

Interim Account Date Means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of shares.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by the shareholders which set the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The managers are appointed by a resolution of the shareholders. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The manager(s) may be dismissed at any time ad nutum (without any reason) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, whether shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by the board of managers of the Company or in accordance with article 10.1 of the Articles.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing, whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex, another manager as his proxy. A manager may also appoint another manager as his proxy by phone, such appointment to be confirmed in writing subsequently.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, and hear and speak to, each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

Art. 10. Representation.

10.1 The Company will be bound in all circumstances by the signature of the single manager, or, in case the Company is managed by a board of managers, by the joint signatures of two managers of the Company.

10.2 The Company shall furthermore be bound towards third parties by the joint or single signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles and within the limits of such power.

Art. 11. Liability of the managers.

11.1 The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

11.2 To the extent permissible under Luxembourg law, the managers and other officers of the Company, as well as those persons to whom signatory powers have been validly delegated in accordance with article 8.2 of these Articles, shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been managers, officers or delegates of the Company, by reason of any transaction carried out by the Company, any contract entered into or any action performed, concurred in, or omitted, in connection with the execution of their duties save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or willful default, in each case without prejudice to any other rights to which such persons may be entitled.

11.3 To the extent permissible under Luxembourg law and except as provided for in article 59 paragraph 2 of the Law, a manager shall not be responsible for the acts, neglects or defaults of the other managers, or for any loss or damage caused by an error of judgment or oversight on their part, or for any other loss, damage or misfortune whatsoever which shall occur in the performance of their duties, except if the same results from or through his gross negligence or willful default.

IV. General meetings of shareholders**Art. 12. Powers and voting rights.**

12.1. Without prejudice to articles 12.2 and 12.4 of these Articles, resolutions of the shareholders shall be adopted at general meetings.

12.2. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution. The shareholders shall be consulted in writing in accordance with article 13.2 of these Articles and shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

12.3. Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. Each share is entitled to one vote.

12.4. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders. The decisions of the single shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

Art. 13. Notices, Quorum, Majority and Voting proceedings.

13.1. The shareholders may be convened or consulted by any manager of the Company. The single manager, or as the case may be, the board of managers must convene or consult the shareholders following the request of shareholders representing more than one-half of the share capital of the Company.

13.2. The shareholders shall be convened or consulted in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

13.3. Written notice of any meeting of the shareholders shall be given to all shareholders at least 8 (eight) days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting.

13.4. Meetings of the shareholders of the Company shall be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meetings.

13.5. If all the shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

13.6. A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person (who need not be a shareholder) as his proxy in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

13.7. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than one-half of the share capital of the Company. If this figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the shareholders shall be convened or consulted a second time by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

13.8. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority (in number) of the shareholders owning at least three quarters of the share capital of the Company. However, in no case may the majority oblige any of the shareholders to increase his participation in the Company.

13.9. The shareholders can only change the nationality of the Company by unanimous vote.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year and Annual general meeting.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January and end on the thirty-first of December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

14.4. If there are more than twenty-five shareholders, the annual general meeting of the shareholders shall be held at the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice, on the third Monday of September of each year at 10.00 a.m. and if such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

14.5. If there are not more than twenty-five shareholders, the annual general meeting of the shareholders shall be held at such place and time as may be specified in the convening notice of the meeting which shall take place within the time limit set forth by the Law.

Art. 15. Statutory/External auditor.

15.1 If there are more than twenty-five shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes).

15.2 To the extent required by Law, the operations of the Company shall be supervised by one or several external auditors (réviseurs d'entreprises).

15.3 The statutory/external auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

15.4 The statutory/external auditor(s) will be appointed by the general meeting of shareholders of the Company which will determine their number, their remuneration and the term of their office.

Art. 16. Allocation of Profits.

16.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 of these Articles.

16.2 The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth hereafter. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

16.3 The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus subject to the provisions set forth hereafter.

16.4 Subject to the provisions set forth hereafter, interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers of the Company;

(ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

(iii) the decision to pay interim dividends is taken by the shareholders of the Company;

(iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened; and

(v) should, after the close of the financial year, the amount available for distribution appear to be less than the amount distributed as an interim dividend, the relevant shareholders shall be required to refund the shortfall to the Company;

16.5 In the event of a dividend distribution, such dividend shall be allocated and paid as follows:

(i) an amount equal to 0.25% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their shares regardless of class, then;

(ii) the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last Class in the reverse alphabetical order (i.e. first Class I shares, then if no Class I shares are in existence, Class H shares and in such continuation).

VI. Dissolution - Liquidation

17.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholders or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

17.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company, subject to the provisions of article 16 which shall apply mutatis mutandis so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the dividend distribution rules.

VII. General provision

Reference is made to the provisions of the Law and to any agreement which may be entered into among the shareholders from time to time (if any) for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2011.

Subscription - Payment

Thereupon,

Cardinal Management Limited., prenamed and represented as stated above declares to subscribe for ONE MILLION TWO HUNDRED AND FIFTY THOUSAND FOUR HUNDRED (1,250,400) ordinary shares, ONE HUNDRED AND NINETY-FOUR THOUSAND FOUR HUNDRED (194,400) class A shares, 194,400 class B shares, ONE HUNDRED AND NINETY-FOUR THOUSAND FOUR HUNDRED (194,400) class C shares, ONE HUNDRED AND NINETY-FOUR THOUSAND FOUR HUNDRED (194,400) class D shares, ONE HUNDRED AND NINETY-FOUR THOUSAND FOUR HUNDRED (194,400) class E shares, ONE HUNDRED AND NINETY-FOUR THOUSAND FOUR HUNDRED (194,400) class F shares, ONE HUNDRED AND NINETY-FOUR THOUSAND FOUR HUNDRED (194,400) class G shares, ONE HUNDRED AND NINETY-FOUR THOUSAND FOUR HUNDRED (194,400) class H shares and ONE HUNDRED AND NINETY-FOUR THOUSAND FOUR HUNDRED (194,400) class I shares, in registered form, with a par value of one cent (EUR 0.01) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to THIRTY THOUSAND EURO (EUR 30,000.-).

The amount of THIRTY THOUSAND EURO (EUR 30,000.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as manager of the Company for an indefinite period:

a.) Mr. Cliff Langford, born on 28 March 1957 in London, United Kingdom, residing professionally at 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; and

b.) Mr. Roel Schrijen, born on 30 June 1973 in Sittard, the Netherlands, residing professionally at 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is established at 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party who signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le quinzième jour de mars,

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Cardinal Management Limited., une société de droit de Jersey, Royaume Uni, ayant son siège social au 47 Esplanade, St. Helier, Jersey JE1 OBD, et enregistrée auprès du Registrar of Companies de Jersey sous le numéro 104717,

Représentée par M. Roel Schrijen, conseiller économique, avec adresse professionnelle au 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 2 mars 2011 à St.Helier, Jersey.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les Statuts d'une Société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination "MEPSAS Holding S.à r.l." (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la Loi), ainsi que par les présent statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville (Grand-Duché de Luxembourg). Il peut être transféré dans les limites de la commune par décision du gérant unique, ou le cas échéant, par le conseil de gérance. Le siège social peut également être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents déterminés à la discrétion du(des) gérant(s), et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une Société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes Sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et/ou autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et/ou autres instruments de dette, et, en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, le développement, la gestion et le contrôle de toutes Sociétés ou entreprises. Elle pourra en outre effectuer directement ou indirectement des investissements immobiliers et investir dans l'acquisition et gérer un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billet à ordre, obligations et emprunts obligataires et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de participation. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou valeurs de participation, à ses filiales, Sociétés affiliées et/ou à toutes autres Sociétés ou personnes et la Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toutes autres Sociétés ou personnes et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toutes autres Sociétés ou personnes, dans chaque cas, pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue de leur gestion efficace, en ce compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut d'une façon générale effectuer toutes les opérations et transactions qui favorisent directement ou indirectement ou se rapportent à son objet.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés de la Société adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

4.3 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital social - Parts sociales

Art. 5 Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à TRENTE MILLE EUROS (EUR 30.000,-) représenté par les parts sociales suivantes sous forme nominative ayant une valeur nominale de un cent (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées:

- UN MILLION DEUX CENT CINQUANTE MILLE QUATRE CENTS (1.250.400) parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales Ordinaires");
- CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de classe A (les "Parts Sociales de Classe A"),
- CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de classe B (les "Parts Sociales de Classe B"),
- CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de classe C (les "Parts Sociales de Classe C"),
- CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de classe D (les "Parts Sociales de Classe D"),
- CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de classe E (les "Parts Sociales de Classe E"),
- CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de classe F (les "Parts Sociales de Classe F"),
- CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de classe G (les "Parts Sociales de Classe G"),
- CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de classe H (les "Parts Sociales de Classe H") et
- CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de classe I (les "Parts Sociales de Classe I");

chacune jouissant des droits et obligations tels que décrit dans les présents Statuts.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par résolution des associés adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes, conformément à, mais sous réserve de, ces Statuts.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

La cession de parts sociales (inter vivos) à des non associés est soumise à l'accord préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Une cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle a été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec l'article 1690 du code civil.

Pour toutes les autres questions, il est fait référence aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et peut être consulté par chaque associé qui le désire.

6.5. La Société peut racheter la totalité de ses parts sociales à l'exception de ses parts sociales ordinaires et dans les limites fixées par la Loi.

6.6. Le capital social de la Société pourra être réduit par l'annulation de parts sociales, en ce compris par l'annulation d'une, ou de plusieurs classes entières de parts sociales, par le rachat et l'annulation de toutes les parts sociales qui ont été émises dans cette ou ces classe(s). Dans le cas d'un rachat et de l'annulation de classes de parts sociales, ces rachats et annulation de parts sociales devront être fait par ordre alphabétique inversé (en débutant par la classe I).

6.7. Dans le cas d'une réduction de capital social par le biais du rachat et de l'annulation d'une classe de parts sociales (dans l'ordre indiqué à l'article 6.6), cette classe de parts sociales donnera droit à ses détenteurs, au prorata de leur détention dans cette classe, à un Montant Disponible (dans les limites toutefois du Montant Total Annulé défini par l'assemblée générale des associés) et les détenteurs des classes de parts sociales rachetées et annulées recevront de la Société un montant équivalent à la Valeur d'Annulation Par Part Sociale pour chacune des parts sociales des classes concernées qu'ils détiennent et qui ont été annulées.

6.8. La Valeur d'Annulation Par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant de l'Annulation par le nombre de parts sociales existant dans la classe de parts sociales faisant l'objet du rachat et de l'annulation.

6.9. Le Montant Total Annulé sera le montant déterminé par le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale des associés sur base des Comptes Intérimaires correspondants. Le Montant Total Annulé pour chacune des classes I, H, G, F, E, D, C, B et A sera le Montant Disponible dans la classe correspondante au moment de son annulation, à moins qu'une décision de l'assemblée générale des associés, prise selon le formalisme requis pour le changement des Statuts de la Société en décide autrement, sous réserve toutefois que le Montant Total de l'Annulation n'excède jamais le Montant Disponible.

6.10. Suite au rachat et à l'annulation des parts sociales d'une classe concernée, la Valeur d'Annulation Par Classe Sociale sera due et payable par la Société.

6.11. Dans le cadre de l'article 6, les définitions suivantes s'appliquent:

Montant Disponible

Signifie le montant total des profits nets de la Société (en ce compris les profits reportés) dans la mesure où les associés auraient bénéficié d'un droit à une distribution de dividendes conformément au Statuts, augmenté de (i) des réserves librement distribuables et (ii) le cas échéant des montants de la réduction du capital social et de la partie correspondante de la réserve légale mais diminués par (i) toute perte (en ce compris les pertes reportées) et (ii) tout montant placé en réserve conformément aux dispositions de la loi et des Statuts, le tout tel que déterminé sur base des Comptes Intérimaires (sans, pour éviter tout doute sur la question, double comptabilisation) de sorte que:

$$AA = (NP+P+CR) -(L+LR)$$

Où

AA = Montant Disponible

NP = profits nets (en ce compris les profits nets reportés)

P = toute réserve librement distribuable

CR = le montant de la réduction de capital et de la réserve relative à la classe de parts sociales à annuler

L = pertes (en ce compris les pertes reportées)

LR = toute somme à affecter à des réserves conformément aux dispositions de la loi ou des Statuts

Comptes Intérimaires

Signifie les comptes intérimaires de la Société à la date des comptes intérimaires concernés.

Date des Comptes Intérimaires

Signifie la date ne précédant pas de plus de huit (8) jours la date de rachat et d'annulation de la Classe de parts sociales concernées.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par les associés, qui fixeront la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Les gérants sont nommés par une résolution des associés. Le(s) gérant(s) n'est (ne sont) pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables à n'importe quel moment ad nutum (sans justifier d'une raison) par une résolution des associés.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts aux associés seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus d'un gérant, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plus d'un gérant, par le conseil de gérance de la Société ou conformément à l'article 10.1 des Statuts.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans la convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. Cette convocation écrite n'est pas nécessaire si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord écrit de chaque membre du conseil de gérance de la Société soit en original, soit par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique. Des convocations écrites séparées ne seront pas exigées pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit prévus dans un calendrier préalablement adopté par résolution du conseil de gérance de la Société.

9.4. Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance en nommant par écrit, soit en original ou par téléfax, courrier électronique, télégramme ou télex, un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut également nommer un autre gérant comme son mandataire par téléphone, mais cette nomination devra ensuite être confirmée par écrit.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix exprimées. Les résolutions du conseil de gérance seront consignées dans des procès-verbaux signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'identifier, s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Des résolutions circulaires signées par tous les gérants seront valable et engageront la Société comme si elles avaient été adoptées à une réunion du conseil de gérance dûment convoquée et tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, confirmées en original, par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

Art. 10. Représentation.

10.1 La Société sera engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant unique, ou si la Société est gérée par un conseil de gérance, par la signature conjointe de deux gérants de la Société.

10.2 La Société sera en outre engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui ce pouvoir de signature a été valablement délégué conformément à l'article 8.2. des Statuts et dans les limites de ce pouvoir.

Art. 11. Responsabilité des gérants.

11.1 Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions applicables de la Loi.

11.2 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, les gérants et autres fondés de pouvoir de la Société, ainsi que toutes les personnes à qui des pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2 des présents Statuts seront indemnisés par prélèvement sur les actifs de la Société contre tous les coûts, frais, pertes, dommages et dépenses encourus ou supportés par eux en relation avec toutes actions, plaintes, procès ou procédures auxquels ils peuvent être partie en raison de leur statut actuel ou passé de gérants, fondés de pouvoir ou délégués de la

Société, en raison de toute transaction effectuée par la Société, tout contrat conclu ou action accomplie, ou omise ou dans laquelle ils ont participé, en relation avec l'exécution de leurs obligations, à l'exception des dommages et dépenses dues à leur faute lourde ou manquement dolosif, dans chaque cas, sans préjudice de tous les autres droits dont ces personnes peuvent jouir.

11.3 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, et sauf dans les cas prévus à l'article 59 paragraphe 2 de la Loi, un gérant ne sera pas responsable des actes, négligences ou manquements des autres gérants, ou pour toute perte ou tout dommage causés par une erreur de jugement ou inadvertance de leur part, ou pour toute autre perte, dommage ou préjudice quelle qu'il soit qui surviendrait lors de l'exécution de son mandat, sauf si cela résulte de, ou est causé par, une faute lourde ou manquement dolosif lui incombant.

IV. Assemblées générales des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. Sans préjudice des articles 12.2 et 12.4 des présents Statuts, les résolutions des associés sont adoptées en assemblées générales.

12.2. Si le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire. Les associés seront consultés par écrit conformément à l'article 13.2 des présents Statuts et exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, confirmées en original, par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

12.3 Chaque associé a des droits de vote proportionnellement au nombre de parts détenues par celui-ci. Chaque part sociale donne droit à un vote.

12.4 L'associé unique assume tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique sont consignées en procès-verbaux ou rédigées par écrit.

Art. 13. Convocations, Quorum, Majorité et Procédure de vote.

13.1 Les associés peuvent être convoqués ou consultés par tout gérant de la Société. Le gérant unique, ou le cas échéant, le conseil de gérance doit convoquer ou consulter les associés à la demande des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

13.2 Les associés sont convoqués ou consultés par écrit, soit en original ou par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

13.3 Une convocation écrite à toute assemblée des associés sera donnée à tous les associés au moins 8 (huit) jours avant la date fixée de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera précisée dans la convocation de ladite assemblée.

13.4 Les assemblées des associés de la Société seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations respectives des assemblées.

13.5 Si tous les associés de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée des associés et se considèrent eux-mêmes comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation préalable.

13.6 Un associé peut prendre part à toute assemblée générale des associés de la Société en désignant une autre personne comme mandataire (associé ou non) par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

13.7 Les décisions collectives ne sont valablement prises que dans la mesure où elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première assemblée ou première consultation écrite, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

13.8 Cependant, les résolutions pour modifier les Statuts ou pour dissoudre et liquider la Société ne peuvent être adoptées que par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société. Cependant, en aucun cas la majorité peut obliger un des associés à augmenter sa participation dans la Société.

13.9 Les associés peuvent changer la nationalité de la Société uniquement par vote unanime.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

14.1. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance dresse le bilan et le compte de pertes et profits de la Société ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérant(s), auditeur(s) (s'il y en a) et des associés de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de ces inventaire et bilan au siège social de la Société.

14.4 Si le nombre d'associés dépasse vingt-cinq associés, l'assemblée générale annuelle des associés sera tenue au siège social de la Société ou à tout autre endroit dans la commune du siège social tel que précisé dans la convocation, le troisième lundi du mois de mai à 10.00 heures du matin et si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant.

14.5 Si le nombre d'associés ne dépasse pas vingt-cinq associés, l'assemblée générale des associés se tiendra au lieu et heure indiqués dans la convocation respective de l'assemblée.

Art. 15. Commissaire aux comptes/Réviseur d'entreprise.

15.1 Si le nombre d'associés dépasse vingt-cinq associés, les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes.

15.2 Dans la mesure requise par la Loi, les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises.

15.3 Le(s) commissaire(s) aux comptes/réviseur(s) d'entreprises sera (seront) élu(s) pour une durée maximum de 6 ans et sera (seront) rééligibles.

15.4 Le(s) commissaire(s) aux comptes/réviseur(s) d'entreprises sera(seront) nommé(s) par l'assemblée générale des associés de la Société qui déterminera leur nombre, rémunération et la durée de leur mandat.

Art. 16. Affectation des bénéfices.

16.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée dès que la réserve légale aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel qu'augmenté ou réduit selon l'article 5 des Statuts.

16.2 La prime d'émission disponible est distribuable aux associés après décision de l'assemblée générale des associés conformément aux dispositions qui suivent. L'assemblée générale des associés a le droit d'affecter à la réserve légale tout ou partie de la prime d'émission.

16.3 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du surplus sous réserve des dispositions qui suivent.

16.4 Sous réserve des dispositions suivantes, des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) un état des comptes ou un inventaire ou un rapport est établi par le gérant ou le conseil de gérance de la Société;
- (ii) cet état des comptes, inventaire ou rapport montre que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables mais réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer des dividendes intérimaires est adoptée par les associés de la Société; et
- (iv) assurance a été obtenue que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés;
- (v) si, après la clôture de l'exercice social, le montant disponible à la distribution apparaît inférieur au montant distribué en tant que dividende intérimaire, les associés seront tenus de reverser la différence à la Société.

16.5 En cas de distribution de dividende, ce dividende devra être alloué et payé de la façon suivante:

- (i) un montant égal 0,25% de la valeur nominale de chaque part sociale devra être distribué en parts égales à tous les associés au prorata de leurs parts sociales indépendamment de leur classe;
- (ii) le solde du montant distribuable sera alloué dans son intégralité au associés de la dernière classe par ordre alphabétique inversé (c'est-à-dire en premier lieu les parts sociales de classe I, et si le cas échéant ces dernières sont inexistantes, les parts sociales de classe H et ainsi de suite).

VI. Dissolution - Liquidation

17.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, nommés par une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf disposition contraire prévue par la Loi ou la décision des associés, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus larges pour la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société.

17.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué aux Associés proportionnellement au nombre d'actions détenues par chaque associé dans la Société, sous réserve des dispositions de l'article 16 qui s'appliqueront mutatis mutandis afin d'atteindre sur une base consolidée le même résultat que celui dérivé des règles de distribution de dividendes.

VII. Dispositions générales

Il est fait référence aux dispositions de la Loi et à tout contrat qui peut être conclu entre les associés de temps à autre (le cas échéant) pour tous les points qui ne font pas l'objet d'une disposition spécifique dans ces présents Statuts.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération

Sur ces faits,

Cardinal Management Limited, prénommée et représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à UN MILLION DEUX CENT CINQUANTE MILLE QUATRE CENTS (1.250.400) parts sociales ordinaires, CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de Classe A, CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de Classe B, CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de Classe C, CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de Classe D, CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de Classe E, CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de Classe F, CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de Classe G, CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de Classe H et CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE QUATRE CENTS (194.400) parts sociales de Classe I, sous forme nominative, d'une valeur nominale de un cent (EUR 0,01) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de trente mille euros (EUR 30.000,-).

Le montant de trente mille euros (EUR 30.000,-) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à EUR 1.500,-.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérant pour une durée indéterminée:

a.) M. Cliff Langford, né le 28 mars 1957 à Londres, Royaume Uni, résidant professionnellement au 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; et

b.) M. Roel Schrijen, né le 30 juin 1973 à Sittard, Pays Bas, résidant professionnellement au 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Fait et passé à Senningerberg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du document ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé, avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: Roel Schrijen, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 16 mars 2011. LAC / 2011 / 12365. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 21 mars 2011.

Référence de publication: 2011040460/703.

(110045278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

SRG Spain Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.

R.C.S. Luxembourg B 150.077.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2011.

Gabor Harakaly

Un mandataire / Directeur

Référence de publication: 2011057353/12.

(110064178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

Stel Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 110.620.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011057354/10.

(110064474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

Stonebridge S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 62.127.

Le Bilan au 31 octobre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011057356/10.

(110064840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

Stora Enso S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 67.934.

Extrait des résolutions écrites prises par l'actionnaire en date du 30 juin 2010

Les actionnaires ont décidé:

- De renommer Stora Enso Langerbrugge, à la fonction de gérant classe B avec effet au 31 décembre 2010 jusqu' à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2010.

- De renommer M. Anders Bergkvist à la fonction de gérant de type B pour une durée déterminée jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en l'année 2010.

- De renommer M. Aidan Foley à la fonction de gérant de type A pour une durée déterminée jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en l'année 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27.04.2011.

Référence de publication: 2011057357/17.

(110064767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

Taïko S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1368 Luxembourg, 40, rue du Curé.

R.C.S. Luxembourg B 157.498.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 avril 2011.

TAÏKO S.A.

Société Anonyme

Un mandataire

Référence de publication: 2011057360/13.

(110064282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

The Berlitz Schools of Languages of Benelux, Succursale de Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1134 Luxembourg, 48, rue Charles Arendt.
R.C.S. Luxembourg B 141.253.

Les comptes annuels de la maison mère The Berlitz Schools of Languages of Benelux SA au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011057361/12.

(110064626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

The Berlitz Schools of Languages of Benelux, Succursale de Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1134 Luxembourg, 48, rue Charles Arendt.
R.C.S. Luxembourg B 141.253.

Les comptes annuels de la maison mère The Berlitz Schools of Languages of Benelux SA au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011057362/12.

(110064627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

Techni Concept Menuiserie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4027 Esch-sur-Alzette, 10, place Benelux.
R.C.S. Luxembourg B 91.584.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour THECHNI CONCEPT MENUISERIE SARL

Référence de publication: 2011057368/10.

(110064301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

Teresa S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 39.614.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011057372/10.

(110064332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

Tekmar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 65.667.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration du 26 mars 2010:-

Résolution 1.

Nationwide Management S.A. ayant son siège social 60, Grand Rue, 1^{er} étage, L-1660 Luxembourg, n° RCS Luxembourg B99 746, a été confirmé avec effet immédiat comme Administrateur-Délégué jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Luxembourg, le 26 mars 2010.

Pour Tekmar S.A.

Référence de publication: 2011057370/14.

(110064220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

TNT Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 144.548.

Il est porté à la connaissance des tiers que l'Associé de la société, TNT Holdings Luxembourg S. à r. l., est désormais domiciliée au Taurusavenue 111, 2132 LS Hoofddorp, Pays-Bas.

Luxembourg, le 27 avril 2011.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Référence de publication: 2011057374/12.

(110064735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

Velosophie S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 144, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 139.345.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour VELOSOPHIE SARL

Référence de publication: 2011057390/10.

(110064330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

Valad European Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 123.828.

Extrait de la convention de cession de parts datée du 26 avril 2011

En vertu de la convention de cession de parts sociales datée du 26 avril 2011, Monsieur Laurent WARION, domicilié au 4 Clos de la Ruelle, 54135 Mexy, France, a transféré la totalité de ses parts détenues dans la société VALAD EUROPEAN HOLDINGS S.à r.l. de la manière suivante:

- 500 parts sociales à la société TC MANAGEMENT SA, «limited company» de droit panaméen, avec siège social à Edificio P.H. Plaza 2000, Calle Cincuenta, Panama (Panama), inscrite au Public Registry Office de Panama, Microjacket 630122.

Luxembourg, le 26 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011057386/16.

(110064200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

Uruz S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8041 Strassen, 30, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 153.420.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour URUZ S.à r.l.

Référence de publication: 2011057384/10.

(110064327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

Valad European Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 123.828.

*Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 26 avril 2011**Résolutions:*

- Acceptation de la démission de Monsieur Laurent WARION, gérant, avec effet au 26 avril 2011.
- Nomination, en remplacement, du gérant suivant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:
 - * Charles EMOND, conseiller fiscal, demeurant professionnellement au 1 rue Nicolas Simmer, L-2538 Luxembourg, gérant.

Pour extrait conforme

Pour VALAD EUROPEAN HOLDINGS S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011057385/17.

(110064200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

Venere S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 60.187.

Les comptes annuels au 28 février 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliaire

Signature

Référence de publication: 2011057392/13.

(110064623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

Water-Sprite Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 82.338.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011057402/10.

(110064381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

Fossil Holdings LLC Luxembourg SCS, Société en Commandite simple.**Capital social: EUR 18.502,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 102.662.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg le 14 avril 2011.

Référence de publication: 2011056245/11.

(110062984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2011.